

# Champagne à la Kaiserstrasse !

Posté le : 13 décembre 2012 19:25 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Crise financière, Economie et politique

A certains grands moments de la crise que nous subissons depuis 2007 l'avenir dépend des décisions des pouvoirs publics. Une mauvaise appréciation, l'inconscience de la réalité des choses, le poids des impuissances peuvent conduire à en prendre d'exécrables.

On l'a vu lors des G.20 de 2008 et 2009. Il fallait comprendre que la crise provenait du système monétaire international et y porter remède. On ne l'a pas fait. On a conservé le système non coopératif des monnaies administratives gérées par des gnomes et dont la valeur se fixe sur les marchés de devises, avec liberté totale des mouvements de capitaux. Malgré toutes les exemples historiques qui démontraient que dans ce cadre les relances keynésiennes ne marchent pas, on a fait le pari que cette fois-ci on verrait ce qu'on verrait. On a vu : quatre ans après le désastre économique continue (Cf. sur ce blog : G.20 un pari très dangereux)

Pour la France, on savait que le danger venait de sa surfiscalité aberrante provoquée par le développement d'un secteur public de proportion exagérée, dont l'ampleur et les besoins de financement avaient créé un sous-investissement massif et une précarité maximum dans un secteur marchand laminé, sans capitaux, sans marge, sans compétitivité et incapable de pourvoir aux besoins d'emplois du pays. La décision tragique sera celle des Français portant au pouvoir de façon totalement décalée une équipe socialiste de fonctionnaires qui allait tout aggraver au lieu de commencer à remonter la pente. Le climat de haine sociale entretenue contre les patrons et l'annonce de mesures spoliatrices allaient dès l'été 2012 bloquer le pays. 50.000 chômeurs plus tard, la France est confrontée à la perspective d'une année noire en 2013.

Restait l'Europe. On savait que la zone Euro était structurellement malade. Elle n'avait aucun instrument pour faire face à une crise mondiale. De paniques en expédients on en est arrivé au TSCG, traité budgétaire renforcé qui sacralise les règles de Maastricht. Restait à savoir si dans ce cadre malsain, car uniquement déflationniste, allait se mettre en place d'autres organes de gestion que les croupions actuels. Certains célèbrent aujourd'hui l'accord "historique" qui voit les responsabilités de supervision bancaire glisser des banques centrales et des organes de contrôle bancaire nationaux vers la BCE. Crier au miracle et à l'avancée déterminante comme Le Monde du jour est tout à fait excessif. Y voir la fin de la menace contre la zone Euro est risible. L'idée sous-jacente est traditionnelle au sein du fédéralisme européen : cette étape permettra d'en atteindre une autre etc. On dépouille les Etats nationaux et c'est déjà cela de pris. Les résultats sur la réduction du chômage, la gestion des écarts de productivité, la vulnérabilité spécifique aux systèmes nationaux seront pratiquement nuls.

Christian Noyer, qui parle certes en son nom mais qui est trop fin connaisseur de ce qui se passe à la BCE, a tué toute perspective positive en ce sens. Sa dernière intervention laisse entendre que la politique de la BCE a été formidable car elle a permis de maintenir l'inflation dans les limites statutaires de la BCE (on retrouve l'hymne à la gloire de Trichet : cf sur ce blog l'article La "victoire" à la Pyrrhus de Jean Claude Trichet). Il est inutile de prévoir de grosses modifications dans la gouvernance européenne. Si la politique monétaire a été handicapée, la faute en revient à "l'indiscipline" des Etats. Il suffit de renforcer les normes et la sanction des normes pour que tout aille pour le mieux. Au passage renforçons les pouvoirs de la BCE. Un plaidoyer pro domo ; de la plus belle eau.

Cette vision est totalement controuvée et lourde de nouvelles difficultés. Elle confirme l'amour éternel porté par les banquiers centraux européens, contrairement à leurs devanciers, à un système de monnaies administratives gérées par eux-mêmes et dont la valeur externe est laissée aux forces du marché. Que le système ne marche pas et soit structurellement déséquilibré ne les gêne pas : on ne touchera pas à la source, à l'émetteur des déséquilibres mais au transmetteur et à l'amplificateur, le système bancaire, qui passera sous le contrôle des gnomes. Si les Etats sont par ailleurs contraints, tout ira bien.

On notera que toutes ces erreurs majeures se complètent : on ne souhaite pas traiter le mal à la racine alors on s'énerve sur les symptômes.

Un exemple historique nous rappellera comment on gère normalement une crise économique. Après l'échec de la relance de Chirac en 74, on a appelé Raymond Barre. Il explique très bien ce qu'il a fait (cf : "en relisant Raymond Barre" sur ce blog) : il a piloté la sortie de crise en jouant sur la monnaie, sur les changes, sur le budget et sur les règles du jeu social (désindexation compétitive, fin de l'autorisation administrative de licenciement, etc.). Heureux homme qui avait encore une cabine de pilotage totalement équipée des instruments de bord nécessaires.

On voit bien que les Etats européens n'ont plus accès aux instruments de pilotage anticrise. Les changes ? Plus personne ne s'en occupe sinon un fantomatique Eurogroupe dont Juncker va quitter la présidence et qui ne fait exactement RIEN en la matière. La politique monétaire : la BCE s'en charge avec une seule boussole : les prix. Le budget : il est désormais contraint. Restent les règles du jeu social qui dans le contexte général ne peuvent être réorientées que dans un sens restrictif.

L'urgence aujourd'hui, si on veut que le système de l'Euroland marche et que l'on sorte de la crise, est de recréer une possibilité de pilotage global à l'échelon de la zone. Il faut une cabine de pilotage, la centralisation des instruments, et une action coordonnée sur les intérêts, les changes, les financements globaux, les budgets et les mesures sociales. Bien sur il faut refuser le saut fédéraliste total avec création d'un budget fédéral gigantesque s'amusant à effectuer des transferts massifs entre pays européens. Noyer a raison de dire que les opinions publiques ne le permettront pas.

Cela implique un poste de "Chancelier de l'Euroland" doté de moyens légers mais cohérents et démocratiques d'agir sur les manettes économiques, y compris les changes et y compris la politique monétaire.

La BCE serait dans ce cadre partiellement subordonnée à ce Chancelier. L'Europe renoncerait à être la seule puissance du monde qui joue réellement le jeu faussé des changes flottants.

On pourrait envisager une sortie de crise par le haut en renonçant au chemin débile de la déflation et de la dépression dans les pays en décalage de compétitivité.

Dans la pratique on tourne le dos à cette orientation.

Nous nous retrouvons donc à la fin 2012 avec

- un monde dominé par les changes flottants et les attitudes non coopératives des Etats
- une Europe de l'Euro sans pilotage mais étouffée dans un système anti démocratique et lacunaire de contrôle et de restrictions en tout genre.
- une France dans la folie fiscale aggravée par un socialisme sûr de lui et dominateur qui a fait de la Kalachnikov fiscale le moyen du " grand soir" de la ruine de sa bourgeoisie, au milieu des injures mille fois répétées contre les entrepreneurs (les patrons sont des "patrons-voyous", les chefs des entreprises du CAC "les douze salopards". M. Mittal" n'a rien à faire en France". "Casse toi pauvre con" lance-t-on à M. Arnault. Et quand Depardieu "se casse", c'est un " traître" à la patrie, alors que

le droit d'établissement où l'on veut en Europe est la conquête principale de l'Union Européenne pour ses citoyens) .

Autant dire qu'il n'y a rien à attendre de bon de 2013. Le problème des grandes erreurs, c'est qu'elles ne se rattrapent jamais.

La crise entrera dans sa sixième année, du jamais vu depuis 1929.

Le Bilan de la BCE et ses gains n'ont jamais été aussi élevés. Voilà ses pouvoirs élargis.

On doit faire livrer les bouteilles de champagne au 29 de la Kaiserstrasse à "Eurofort sur le Moins", comme disait Séguin.

Mais ce sont les peuples qui trinquent.